MEXIQUE - Les projets REDD+, une fausse solution au changement climatique

Stefan Reinhold

mardi 17 juin 2014, mis en ligne par colaborador@s extern@s

Depuis 2010, le gouvernement mexicain travaille activement à la mise en place d'un programme national REDD+ [1]. Cette initiative internationale souhaite récompenser financièrement des pays en développement pour leurs efforts contre le réchauffement climatique provoqué par la déforestation, responsable de 20 à 25% des émissions de gaz à effet de serre selon les estimations. Au Chiapas, plusieurs « projets pilotes » sont à l'œuvre. Sur le terrain, certaines communautés indigènes et paysannes sont payées pour conserver des forêts et/ou les reboiser. Mais aujourd'hui dans les forêts chiapanèques, beaucoup de personnes s'opposent à ce que certains appellent déjà « le plus grand projet de privatisation des ressources naturelles jamais imaginé par l'élite économique mondiale ». Retour sur cette initiative et sur ses conséquences dans une région déjà en proie à une guerre de basse intensité [2].

Il faut endurer plusieurs heures de piste à travers les *milpas* [3] et les prés des campagnes chiapanèques avant de finalement entrer dans la jungle luxuriante des Lacandons. Après seulement quelques kilomètres de végétation débordante nous arrivons à Nahà, un village lacandon où résident une quarantaine de familles. Des hommes aux longs cheveux noirs vêtus de tuniques blanches nous accueillent et nous racontent leurs expériences autour du REDD+. Ils ont été approchés par de nombreuses ONG « conservationnistes » qui souhaitent mettre en place des projets de compensation carbone, afin de « lutter contre la pauvreté tout en protégeant le climat ». Outre les ONG, les deux derniers gouverneurs du Chiapas ont aussi mis en place des schémas REDD+ grâce auxquels ils distribuent de l'argent en contrepartie de la conservation de la jungle. Mais pourquoi un tel engouement soudain pour investir dans la préservation des forêts ?

Origine et principe fondateur de REDD+

Pour répondre à cette question, il faut remonter à 2005 lors de la onzième Conférence des parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Lors de cette conférence, un groupe de pays tropicaux, la Coalition for Rainforest Nations présente une idée très simple pour préserver les forêts : payer des personnes pour conserver un écosystème davantage que ce qu'elles pourraient éventuellement gagner en le détruisant. Alors que les forêts n'avaient jusqu'alors de valeur économique que lorsqu'elles étaient coupées, une tendance inverse, visant à rémunérer leur conservation, apparaît donc. Le REDD+ était né. Mais depuis, aucun des différents sommets climatiques de la CCNUCC n'a abouti à un accord final sur ce projet. C'est en effet un sujet très technique et de nombreux points restent encore à débattre, dont le plus important est sans aucun doute le choix du mécanisme de financement. Alors que certains pays souhaitent voir REDD+ financé par un fonds international, d'autres préfèrent s'en remettre à la main invisible du marché. Cette seconde option rappelle le système d'échange d'émissions de l'Union Européenne, tristement célèbre pour la volatilité de ses prix [4]. Mais malgré le fait qu'il n'y ait pas encore de consensus quant au fonctionnement de REDD+, chaque sommet climatique des Nations unies a explicitement encouragé le lancement et le financement de « projets pilotes » afin de préparer le terrain…

Quels acteurs et quels financements derrière REDD+ ?

Dès lors, l'engouement pour REDD+ a été très rapide comme en atteste le grand nombre de programmes, organisations ou fonds créés pour mettre en œuvre des « projets pilotes ». Les principaux acteurs derrière

ces initiatives sont les grandes institutions internationales comme l'ONU, la Banque mondiale ou l'UE ; les États et les autorités régionales ; le secteur privé, souvent représenté par un lobby ou par une association caritative ; et les ONG « conservationnistes », comme WWF ou Conservation Internationale qui accompagnent et légitiment les initiatives REDD+. En attendant qu'une version finale de REDD+ soit adoptée, ces différents acteurs ont donc la liberté d'interpréter et de mettre en place des projets de compensation carbone comme ils l'entendent. Et ces projets peuvent évidemment être financés sur un marché volontaire d'échanges de crédits d'émissions où la tonne de gaz à effet de serre s'achète et se vend.

C'est précisément ce que souhaite mettre en place le Groupe de Travail des Gouverneurs sur le Climat et la Forêt, initié en 2010 par Arnold Schwarzenegger, alors gouverneur de Californie. Ce groupe, composé de gouverneurs de 22 états du Brésil, d'Indonésie, du Mexique, du Nigeria, du Pérou, d'Espagne et des États-Unis, travaille à mettre en place un cadre juridique inter-régional pour REDD+. En novembre 2010, un mois seulement avant le seizième sommet climatique de Cancun, Juan Sabines Guerrero, l'ancien gouverneur du Chiapas, signe avec M. Schwarzenegger un mémorandum d'entente afin d'accélérer la création d'un marché homologué pour l'achat et la vente de crédits CO_2. De cette manière, les citoyens californiens n'auront bientôt plus à diminuer leurs émissions à la source ; les forêts du Chiapas seront censées les compenser. Afin de ne pas perdre de son influence sur ce marché de niche, l'UE participe aussi au financement d'activités pilotes de compensation carbone, grâce à son Fonds d'Investissement en Amérique latine [5]. Évidemment, le secteur privé est aussi présent dans les forêts chiapanèques, comme par exemple l'entreprise Starbucks qui compense ses émissions de CO_2 grâce à l'appui technique de Conservation internationale. Aujourd'hui au Chiapas, pas moins de six « projets pilotes » de compensation carbone sont en place, dont un du gouvernement chiapanèque.

Les projets pilotes REDD+ du gouvernement chiapanèque

Après la signature du mémorandum d'entente avec la Californie, l'ancien gouverneur du Chiapas a lancé début 2011 son projet pilote REDD+, « El Pacto por el respeto y la conservación de la madre tierra » [6], afin de préparer 1678 propriétaires terriens lacandons au système REDD+. À travers ce « pacte », le gouvernement entend distribuer l'équivalent de 110 euros par mois à des heureux élus qui en échange s'engagent à conserver leur forêt. Mais étant donné que le marché californien n'est pas encore entré en vigueur, le gouvernement de Juan Sabines Guerrero a commencé à financer cette distribution d'argent grâce à une taxe régionale sur la détention de véhicule. Comme le dit Gustavo Castro des Amis de la Terre, « le Chiapas, un des États les plus pauvres du Mexique, subsidie donc grâce à cette taxe locale sur les véhicules un projet pilote REDD+ qui au final va servir à compenser la pollution du mode de vie Californien, un des États les plus riches et les plus polluants de la planète ». Peu de temps après son entrée en fonction, l'actuel gouverneur du Chiapas a lui aussi lancé un projet REDD+, le « Programme Spécial de la jungle Lacandone » [7]. La logique reste exactement la même, seul le nom change.

Le « pacte » et autres projets pilotes REDD+ sous le feu des critiques

À travers son « pacte », l'ancien gouverneur est accusé de clientélisme mais est aussi pointé du doigt par la société civile pour le manque de consultation précédant sa mise en place. D'autre part, les objectifs précis du projet, sa durée de vie, son budget, son niveau de référence de captation de CO_2, la zone exacte d'application et les moyens de surveillance ne sont clairement expliqués nulle part [8]. Ce manque de clarté ne donne aucune garantie quant à la préservation effective de la forêt sur le long terme. On peut même craindre que le déboisement volontaire ou accidentel d'une portion de forêt ne fasse croître le prix de la tonne de carbone sur le futur marché d'échanges californien, au profit d'un actionnaire mais au détriment de la planète.

Les projets pilotes REDD+ sont aussi accusés d'avoir augmenté l'intensité des conflits sociaux liés à l'accès à la terre. La jungle lacandone est depuis longtemps une terre d'accueil pour de nombreux paysans sans terre et l'entrée en fonction d'une police environnementale censée faire respecter REDD+ fait

craindre une expulsion à de nombreux paysans ne possédant pas de titre de propriété formel. L'ancien gouverneur Juan Sabines Guerrero a déclaré que « parmi les 179 colonies illégales dans la zone, la majorité ont été relocalisées et il n'en reste que onze » [9]. Ces populations en résistance restent dans la réserve naturelle pour se protéger du harcèlement dont ils se disent victime de la part des militaires et des paramilitaires. Pour ces familles, le gouvernement propose un programme de relocalisation sociale dans ses « Villes rurales durables » [10], des lotissements dont personne ne veut et qui représentent un autre fiasco politique, social et environnemental de l'ancien gouverneur Juan Sabines Guerrero.

D'autre part, en distribuant de l'argent chaque mois aux Lacandons, le gouvernement a accéléré la transformation de ces descendants de chasseurs-cueilleurs en consommateur du marché international. Grâce à l'argent, ils auront davantage accès à des biens de consommation produits par de grandes entreprises, celles-là mêmes qui défendent le modèle économique responsable de la surconsommation et du réchauffement climatique. De plus, en limitant l'usage du sol à la seule captation de CO_2, les familles ne pourront plus s'adonner à la production agricole, ce qui mettra à mal leur souveraineté alimentaire. Et un peuple qui perd sa souveraineté alimentaire perd aussi son autonomie économique et politique.

Enfin, les projets REDD+ sont très préoccupants car, bien qu'ils garantissent la préservation des forêts primaires, les investisseurs du carbone sont libres d'inclure des monocultures de différentes essences d'arbres (eucalyptus ou huile de palme par exemple) dans leur schéma de compensation. Tout se joue dans la définition de « forêt » qui pour la CCNUCC n'est qu'une « couverture d'arbres », plutôt qu'un écosystème complexe où plusieurs éléments interagissent. Cette définition sert sans aucun doute les intérêts des entreprises forestières qui peuvent élargir leurs zones de plantations industrielles tout en étant éligibles au fonds REDD+.

Pour toutes ces raisons, REDD+ représente un modèle de développement paternaliste qui met la responsabilité de la lutte contre le changement climatique sur les populations indigènes et paysannes et qui ne remet aucunement en cause le modèle capitaliste. De plus, REDD+ n'envisage que de compenser des émissions de gaz à effet à serre et non de les diminuer à la source. Cela permet donc aux multinationales de continuer le business as usual, tout en se flattant de combattre le changement climatique. Avant de quitter la jungle lacandone, un homme demande ironiquement si « on (l') accusera de participer au changement climatique si (il) refuse l'argent du gouvernement ? »

Pour une lutte contre le changement climatique réellement efficace

À ce jour, les conférences de la CCNUCC et les initiatives inter-régionales comme le Groupe de travail des Gouverneurs sur le climat et la forêt ont davantage travaillé à la création d'un système de compensation internationale pour les pollueurs du monde plutôt qu'à la promotion et à l'adoption de politiques de protection efficace des forêts, prenant pleinement en compte les personnes et les communautés qui en dépendent. Alors que l'UE fait partie des investisseurs dans ces projets de compensation carbone, la moindre des choses serait que les politiciens belges et européens exigent que ceux-ci se déroulent avec le consentement libre, préalable et informé des populations concernées et dans le plus grand respect des droits de l'homme.

Au-delà de cette nécessité, c'est le concept même de REDD+ qu'il faut remettre en cause. La volonté de s'attaquer à la déforestation est certes bonne, mais croire que le problème s'arrangera grâce aux forces du marché revient à donner la garde du poulailler à un renard. Il ne s'agit pas forcément de mettre un prix sur un « service de captation de carbone » que fournissent les forêts mais plutôt de reconnaître leur valeur infinie. Plutôt que d'encourager REDD+, les pays industrialisés devraient sans attendre reconnaître leur énorme responsabilité historique pour le changement climatique (c'est-à-dire leur « dette écologique »), et financer des mesures d'adaptation à celui-ci.

Au Chiapas, plusieurs communautés autonomes préfèrent utiliser des techniques agroécologiques pour cultiver une alimentation riche et variée qui protège réellement le climat. Soutenir les associations [11] qui travaillent avec ces populations, plutôt que les grandes ONG « conservationnistes » pourra peut-être

participer à inverser la tendance concernant les projets de compensation carbone.

Stefan Reinhold est membre du groupe Amérique Latine de la Commission Justice et Paix.

Première publication :
http://www.justicepaix.be/IMG/pdf/2014_Analyse_Les_projets_REDD_Mexique_une_fausse_solution_au_changement_climatique.pdf

---

Notes

[1] Acronyme anglais pour *Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation* (Réduire les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts).

[2] Centre des droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas, *Entre la política sistémica y las alternativas de vida, Informe sobre la situación de los derechos humanos en Chiapas durante los gobiernos federal y estatal 2006-2012*, Mexique, 2012.

[3] La *milpa* est une technique millénaire de culture agroécologique des trois principaux aliments consommés dans les campagnes d'Amérique centrale : le maïs, la courge et le haricot.

[4] *The Guardian*, 24/01/13, « EU carbón prices crashes to record low », http://www.theguardian.com/environment/2013/jan/24/eu-carbon-price-crash-record-low.

[5] Commission Européenne - EuropAid, 2013, *Country briefing on regional co-operation programmes – Mexico*, http://ec.europa.eu/europeaid/where/latin-america/regional-cooperation/documents/mexico2013.pdf.

[6] « Le Pacte pour le respect et la conservation de la terre-mère ».

[7] SDP Noticias, 29/01/14, « Reconoce Manuel Velasco a guardianes de la Selva Lacandona », http://www.sdpnoticias.com/local/chiapas/2014/01/29/reconoce-manuel-velasco-a-guardianes-de-la-selva-lacandona.

[8] Otros Mundos (Amis de la terre Chiapas), 11/08/11, « ¿Cómo va el enREDD+o en Chiapas ? », http://otrosmundoschiapas.org/index.php/component/content/article/49-25-el-escaramujo/49-el-escaramujo/1179-el-escaramujo-24-icomo-va-el-enreddo-en-chiapas.

[9] Conseil civil mexicain pour la sylviculture durable, 30/03/14, « La Selva Lacandona, reserva del mundo : Chiapas apuesta por el futuro sustentable al entrar al mercado de bonos de carbono y metano » http://www.ccmss.org.mx/nosotros.php?men=1.

[10] *La Jornada*, 04/05/13, « Otro fracaso : ciudades rurales sustentables », http://www.jornada.unam.mx/2013/05/04/sociedad/040n1soc.

[11] Par exemple www.desmi.org, qui « encourage la construction de l'économie solidaire favorisant l'agriculture durable, le travail collectif et le commerce alternatif ». Desmi est partenaire de plusieurs ONG du réseau CIDSE, dont Entraide & Fraternité en Belgique.